

VI. – LES INVESTISSEMENTS

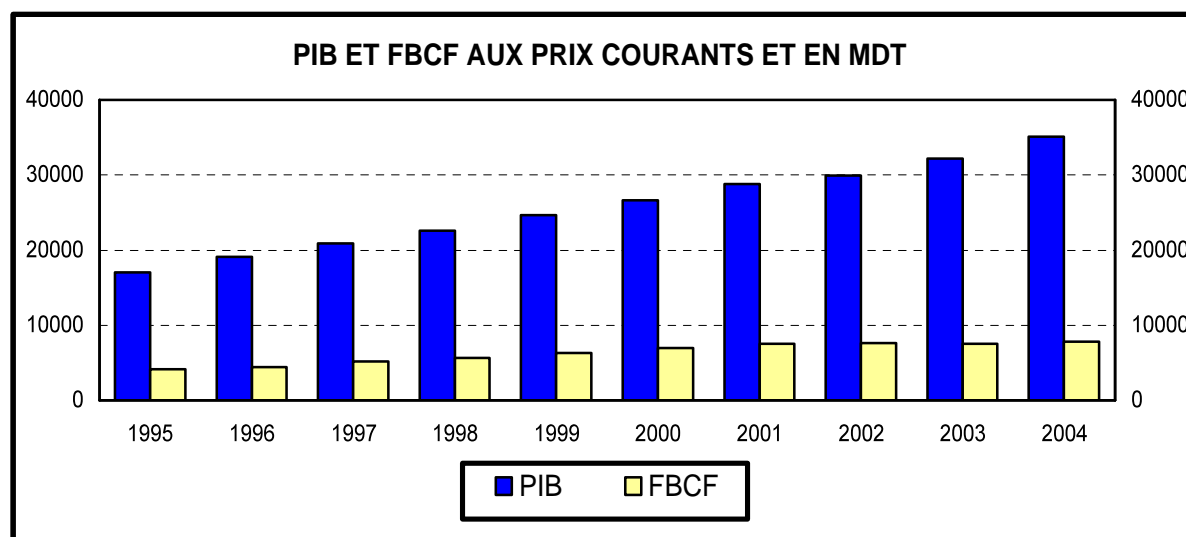
La promotion des investissements a continué, en 2004, à occuper une place de premier ordre dans la conduite de l'œuvre de développement du pays. En contribuant à renforcer les bases de la production nationale et à consolider le rythme de la croissance économique et celui des créations d'emplois, elle est de nature à soutenir le courant des exportations pour un meilleur équilibre du secteur extérieur.

Pour toutes ces considérations, de nouvelles mesures ont dû être adoptées visant, en particulier :

- l'intensification de la création d'entreprises et la réalisation de projets innovants à travers l'amélioration du climat des affaires et des conditions prévalant en matière de financement. A cet effet, le développement des interventions du Fonds de promotion et de décentralisation industrielle (FOPRODI) s'est conjugué à l'instauration d'incitations financières au profit des petits projets créés par les diplômés de l'enseignement supérieur et d'avantages fiscaux au profit des sociétés d'investissement à capital développement (SICAD), outre la mise en place d'un nouveau régime de couverture des crédits et des participations ;

- l'encouragement de l'investissement privé dans les secteurs porteurs ayant trait, notamment, aux communications, à l'hébergement universitaire et aux services culturels et sociaux ;

- la promotion de l'épargne longue au moyen d'un système financier modernisé et en constante adaptation aux exigences de la réalité, contribuant à en assurer une allocation judicieuse et en harmonie avec le schéma de développement tracé par le pays. C'est dans ce cadre qu'a été créée la nouvelle banque spécialisée dans le financement des petites et moyennes entreprises.



Dans ce contexte, la formation brute de capital fixe (FBCF) a enregistré une reprise de 4% en 2004, contre une baisse de 1% l'année précédente, pour atteindre 7.834 MDT. Cette progression a intéressé, surtout, l'agriculture et pêche, l'énergie et les services marchands, en particulier les communications. A l'inverse, les investissements ont légèrement baissé

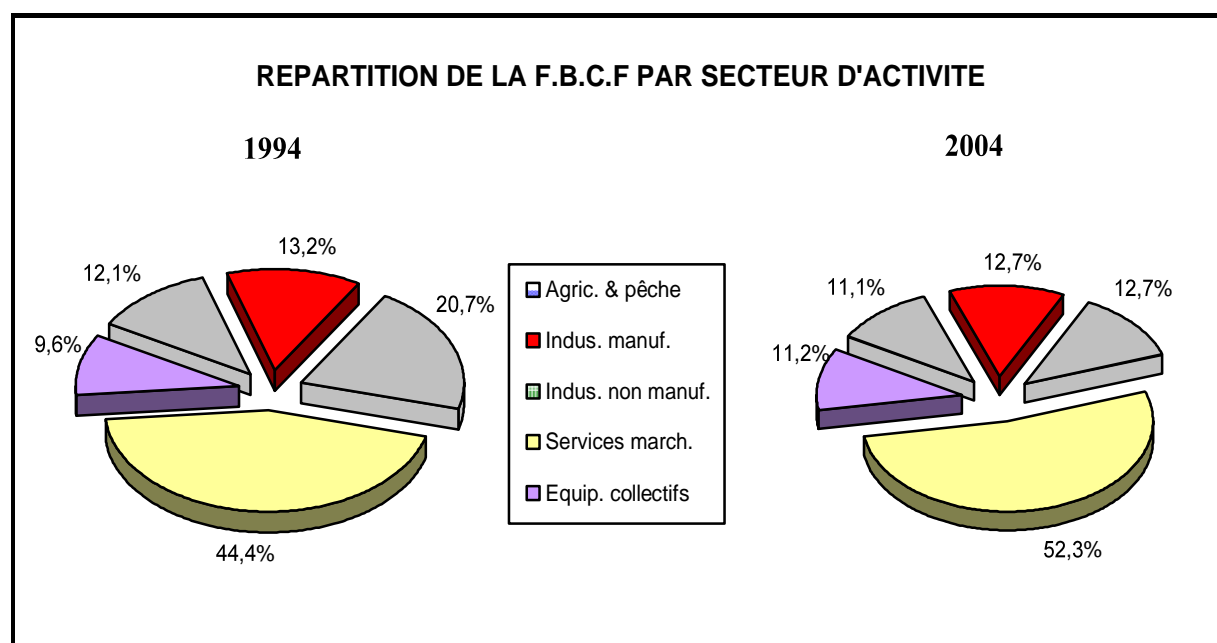
dans les industries manufacturières, notamment celles des matériaux de construction, et dans le secteur des mines. Ainsi, et compte tenu de la croissance économique soutenue, le taux d'investissement a continué à diminuer revenant, d'une année à l'autre, de 23,4% à 22,3% du PIB.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Désignation	Valeur en MDT			Variat. en % 2004/2003	Structure en %		
	2002	2003	2004		2002	2003	2004
Agriculture et pêche	822	780	868	11,3	10,8	10,4	11,1
Mines	40	35	32	-8,6	0,5	0,5	0,4
Energie (eau, électricité et hydrocarbures)	807	705	813	15,3	10,6	9,4	10,4
Industries manufacturières	975	998	993	-0,5	12,8	13,2	12,7
Bâtiment et génie civil	150	145	150	3,4	2,0	1,9	1,9
Services marchands	3.979	4.018	4.102	2,1	52,3	53,3	52,3
Equipements collectifs	834	850	876	3,1	11,0	11,3	11,2
Total	7.607	7.531	7.834	4,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Développement et de la coopération internationale

La participation du secteur privé dans la FBCF globale s'est stabilisée aux environs de 56%, malgré l'adhésion accrue des entreprises dans les programmes de mise à niveau des secteurs de l'industrie et des services. En effet, le nombre total des entreprises industrielles dont les plans de mise à niveau ont été approuvés s'est élevé, au terme de 2004, à 1.946 unités pour un montant total d'investissement de l'ordre de 2.893 MDT, contre 1.640 unités et 2.625 MDT une année auparavant. De même, le nombre des entreprises dont les dossiers ont été approuvés dans le cadre de la mise à niveau des services s'est accru, d'une année à l'autre, passant de 65 unités pour un investissement de 26 MDT à 73 unités et 31 MDT.



Pour leur part, les investissements directs étrangers (IDE) ont connu une reprise de 5,9%, après une baisse de 35,6% en 2003, pour s'élever à 796 MDT. Hors énergie, leur augmentation a atteint 19,7% contre une régression de 41% un an plutôt.